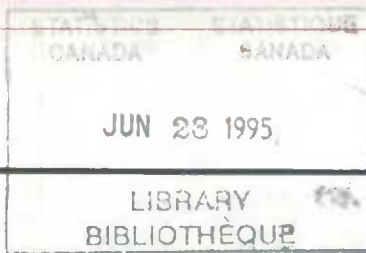




Le Quotidien

Statistique Canada

Le mercredi 28 juin 1995
 Pour être diffusé à 8 h 30



PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, avril 1995** 2
 Les livraisons des fabricants canadiens ont chuté pour un troisième mois consécutif (-1,1%), surtout dans l'industrie automobile, tandis que les stocks ont continué de monter.
- **Assurance-chômage, avril 1995** 5
 En avril, environ 721 000 Canadiens recevaient des prestations ordinaires d'assurance-chômage, une diminution de 2,4% par rapport au mois précédent. C'est le niveau le plus bas enregistré depuis novembre 1981.
- **Contrôle étranger de l'économie canadienne (CALURA), 1993** 9
 De 1992 à 1993, le revenu d'exploitation des entreprises sous contrôle étranger a augmenté plus rapidement que celui des entreprises sous contrôle canadien, ce qui a accru la part du secteur sous contrôle étranger de l'économie canadienne.

AUTRES COMMUNIQUÉS

- Ventes de produits pétroliers raffinés, mai 1995 11
- Transporteurs aériens - Statistiques sur la base tarifaire, troisième trimestre de 1994 11
- Enquête sur la Commission des plaintes du public contre la GRC - rapport analytique, juin 1995 12

NOUVELLES PARUTIONS

13



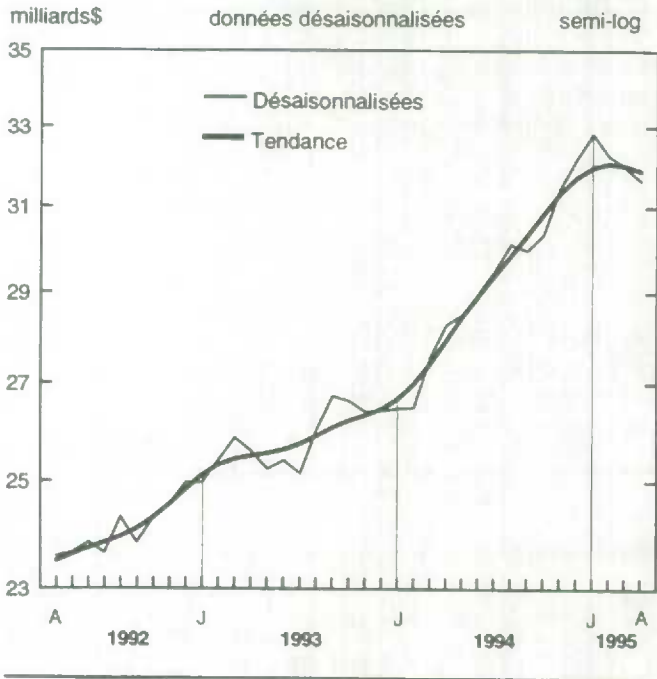
PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Enquête mensuelle sur les industries manufacturières

Avril 1995

Le recul récent s'est poursuivi en avril, la valeur des livraisons après désaisonnalisation ayant baissé de 1,1% pour le troisième mois d'affilée pour s'établir à 31,7 milliards\$. C'était la première fois depuis le premier trimestre de 1991 que les livraisons ont baissé trois mois de suite. Malgré les récentes diminutions, les livraisons mensuelles sont plus élevées de 12% qu'à la même époque l'an dernier.

Livraisons mensuelles en baisse pour un troisième mois consécutif



La baisse des livraisons d'avril a été très répandue chez 16 des 22 grands groupes (représentant 63% des livraisons), alors que 6 ont affiché des augmentations. La diminution mensuelle la plus considérable (en dollars courants) a touché l'industrie du matériel de transport; la faiblesse de la demande en Amérique du Nord a été la cause de la chute de 3,3%. Des marchés languissants et un fléchissement des prix ont provoqué une baisse de 4,7% pour les métaux primaires. Les livraisons dans l'industrie des produits

Note aux lecteurs

Les données révisées rétrospectivement jusqu'à janvier 1991 sur les valeurs estimées des livraisons, des stocks et des commandes sont diffusées avec les données d'avril 1995. Ces révisions résultent du rajeunissement de l'enquête mensuelle à l'enquête annuelle sur les manufactures (EAM) de 1993, les résultats de l'EAM étant désormais disponibles presque un an plus tôt. Le processus d'étalonnage et de révision permet d'ajuster les estimations mensuelles des années repères selon les niveaux de l'EAM annuelle, de mettre l'échantillon à jour, d'utiliser des données nouvelles et révisées et de recalculer les facteurs de désaisonnalisation.

raffinés du pétrole et du charbon ont été vigoureuses en avril et ont enregistré une hausse de 5,9%.

Les stocks des fabricants ont continué de grossir, mais à un rythme moins rapide, toutefois, les niveaux n'ayant augmenté que de 1,1%. Des niveaux de stocks inégalés alliés à la baisse des livraisons ont entraîné un rapport des stocks aux livraisons de 1,36. Ce rapport n'a jamais été aussi élevé depuis février 1994. Les commandes en camet ont été faibles en avril, car le nombre des nouvelles commandes a baissé de 2,6% et les fabricants ont réduit leurs commandes en camet de 0,4%.

Les livraisons accusent un recul de 3,6% (1,2 milliard\$) par rapport à janvier

Avril a été un autre mois difficile pour les fabricants de matériel de transport, leurs livraisons ayant chuté de 3,3%. Un marketing intense n'a guère favorisé les ventes de véhicules automobiles d'avril. La faiblesse de la demande nord-américaine a incité les fabricants à réduire leurs livraisons de 20,9% (875 millions\$) depuis janvier 1995 en sabrant leur production pour empêcher la montée des stocks. L'effondrement de la demande a provoqué les rabais récents et des aubaines pour les acheteurs, une révision des estimations de la production, une réduction des quarts et des fermetures d'usines. D'autres fermetures annoncées pour les prochains mois auront un effet négatif sur les futures livraisons.

Le ralentissement des marchés et une chute des prix de 1,5% ont fait baisser de 4,7% les livraisons des métaux primaires. La plus forte augmentation a été enregistrée dans l'industrie du pétrole raffiné et du charbon où la hausse des prix a contribué à un bond des livraisons de 5,9%.

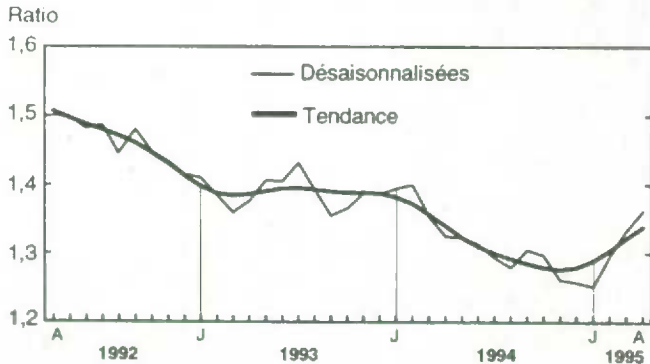
L'accumulation des stocks se poursuit

Les stocks ont continué de monter en avril, mais à un rythme plus lent qu'au cours des mois précédents. Les niveaux ont augmenté de 1,1% en avril, alors que la croissance des stocks avait atteint une moyenne de 1,8% durant les quatre mois précédents.

Les chiffres d'avril affichent une augmentation de 4,6% pour les produits électriques et électroniques. Cette hausse brutale, combinée à un gain de 3,3% pour les métaux primaires et de 3,3% pour le papier et les produits connexes, explique le gros de l'augmentation d'avril.

L'augmentation des stocks et la diminution des livraisons expliquent le rapport des stocks aux livraisons le plus élevé depuis février 1994 (1,36), alors qu'on enregistrait un creux de 1,25 en janvier 1995. Si les stocks continuent leur ascension rapide, alors que les livraisons poursuivent leur chute, les fabricants risquent de devoir réduire leur production. Selon les résultats des enquêtes sur les perspectives du monde des affaires en janvier et en avril, une proportion croissante de fabricants s'inquiètent de l'augmentation des stocks de produits finis.

Le rapport des stocks aux livraisons atteint les niveaux du début de 1994



Définitions

Les **commandes en carnet** sont un stock de commandes qui contribueront aux livraisons futures, à condition que ces commandes ne soient pas annulées.

Les **nouvelles commandes** sont définies comme la somme des livraisons pour le mois courant (c'est-à-dire les commandes reçues et livrées au cours du mois) plus la variation des commandes en carnet.

Le nombre de commandes en carnet diminue pour la première fois en 17 mois

En avril, les commandes en carnet ont baissé de 0,4%. C'était la première fois depuis novembre 1993 que le nombre de commandes en carnet a baissé et que les fabricants ont été contraints de recourir à l'arriéré. Les fabricants de plusieurs grands groupes ont vu un ralentissement de leur carnet de commandes en avril. Le recul s'est fait particulièrement sentir dans l'industrie du matériel de transport (-0,5%) et des métaux fabriqués (-1,7%). Malgré la chute d'avril, l'arriéré demeure à un niveau de 11,6% de plus qu'au même moment l'année dernière.

Le nombre de nouvelles commandes a baissé de 2,6% en avril, à la suite des diminutions de février et mars. La dégringolade d'avril s'explique surtout par les chutes ressenties dans l'industrie du matériel de transport (-6,2%) et des produits en métaux fabriqués (-8,7%).

Données stockées dans CANSIM: matrices 9550 à 9579, 9581 et 9582.

Le numéro du mois d'avril 1995 de la publication *Enquête mensuelle sur les industries manufacturières* (31-001, 19\$/190\$) paraîtra sous peu. Voir «Pour commander les publications».

On peut obtenir, sur demande, des données sur les livraisons selon la province plus détaillées.

Pour plus de renseignements, communiquez avec Robert Traversy, Section de l'information et de la classification (613) 951-9497, ou avec la Section de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières (613) 951-9832, Division de l'industrie.

Livraisons, stocks et commandes de toutes les industries manufacturières

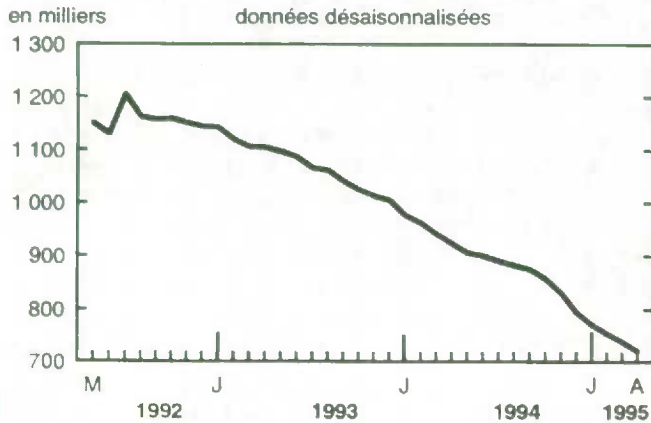
	Livraisons		Stocks		Commandes en carnet		Nouvelles commandes		Rapport des stocks aux livraisons
données désaisonnalisées									
	millions\$	variation en %	millions\$	variation en %	millions\$	variation en %	millions\$	variation en %	
Avril 1994	28 273	2,6	37 459	0,4	30 685	3,0	29 159	5,1	1,32
Mai 1994	28 503	0,8	37 701	0,6	30 818	0,4	28 636	-1,8	1,32
Juin 1994	28 978	1,7	38 051	0,9	30 985	0,5	29 145	1,8	1,31
Juillet 1994	29 485	1,8	38 164	0,3	31 373	1,3	29 874	2,5	1,29
Août 1994	30 116	2,1	38 528	1,0	31 762	1,2	30 504	2,1	1,28
Septembre 1994	29 978	-0,5	39 128	1,6	32 483	2,3	30 699	0,6	1,31
Octobre 1994	30 363	1,3	39 372	0,6	32 796	1,0	30 676	-0,1	1,30
Novembre 1994	31 463	3,6	39 682	0,8	32 948	0,5	31 615	3,1	1,26
Décembre 1994	32 180	2,3	40 439	1,9	33 505	1,7	32 737	3,5	1,26
Janvier 1995	32 830	2,0	41 055	1,5	33 848	1,0	33 173	1,3	1,25
Février 1995	32 266	-1,7	41 829	1,9	34 043	0,6	32 461	-2,1	1,30
Mars 1995	32 008	-0,8	42 653	2,0	34 394	1,0	32 360	-0,3	1,33
Avril 1995	31 664	-1,1	43 133	1,1	34 258	-0,4	31 528	-2,6	1,36

Assurance-chômage

Avril 1995 (données provisoires)

Le nombre de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-chômage a diminué encore de 2,4%, de mars à avril 1995, pour se fixer à environ 721 000. Depuis le sommet de 1,2 million de bénéficiaires, atteint en juillet 1992, le nombre a diminué de 40,1%.

Le nombre de bénéficiaires* continue à baisser en 1995



* Reçevant des prestations ordinaires.

Sauf pour le Manitoba et la Saskatchewan, qui ont connu des augmentations respectives de 1,7% et de 2,5%, le nombre de Canadiens recevant des prestations ordinaires d'assurance-chômage a diminué dans chaque province et territoire. La baisse la plus importante a été enregistrée en Colombie-Britannique (-6,1%). Des diminutions d'une année par rapport à l'autre ont été observées dans toutes les provinces et territoires.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données mentionnées dans ce texte sont désaisonnalisées.

La majorité des personnes qui reçoivent des prestations d'assurance-chômage se retrouvent dans la catégorie des prestations ordinaires (78,2% en avril). Afin d'être admissible aux prestations ordinaires, une personne doit avoir subi un arrêt de rémunération, être prête et apte à travailler et ne pas pouvoir se trouver un emploi approprié.

En plus des prestations ordinaires, une personne peut avoir droit à des prestations spéciales telles que des prestations de formation, de maternité, de maladie et de pêche.

Les données concernant le nombre de bénéficiaires sont basées sur une semaine précise au cours du mois de référence alors que les données pour les montants des prestations versées, les semaines de prestations ainsi que les demandes reçues sont fondées sur l'ensemble du mois.

Nombre de bénéficiaires recevant des prestations ordinaires

	Avril 1995	Mars 1995 à avril 1995	
	données désaisonnalisées		
			variation en %
Canada	720 890		-2,4
Terre-Neuve	37 520		-0,3
Île-du-Prince-Édouard	10 280		-2,3
Nouvelle-Écosse	38 050		-2,5
Nouveau-Brunswick	43 470		-1,7
Québec	249 820		-2,8
Ontario	179 930		-3,8
Manitoba	18 900		1,7
Saskatchewan	14 570		-1,0
Alberta	51 970		2,5
Colombie-Britannique	76 950		-6,1
Yukon	1 290		-0,2
Territoires du Nord-Ouest	1 210		-2,7

La diminution du nombre de bénéficiaires, qui a commencé au milieu de 1992, s'est poursuivie en 1995. Les niveaux d'emplois (selon l'Enquête sur la population active) ont subi peu de changements ou n'ont pas subi de changement du tout en 1995. Le taux de chômage a baissé en avril, en raison de la diminution du nombre de personnes à la recherche d'un emploi. On continue d'enregistrer un nombre élevé de chômeurs de longue durée en 1995 (c'est-à-dire les personnes qui cherchent du travail depuis plus de douze mois). Ce dernier facteur laisse supposer que moins de personnes sont admissibles aux prestations. Par ailleurs, des normes d'admissibilité plus strictes ont été adoptées en juillet 1994.

Le nombre de demandes reçues d'assurance-chômage a diminué de 1,3% en avril

En avril, 253 000 personnes ont présenté des demandes de prestations d'assurance-chômage, ce qui signifie une diminution de 1,3% par rapport au mois dernier. Pendant les quatre premiers mois de 1995, 967 000 personnes (données non désaisonnalisées) ont présenté des demandes de prestations, une diminution de 1,6% par rapport à la même période l'an dernier.

Les prestations versées sont de 14,9% inférieures à celles versées en avril 1994 (données non désaisonnalisées)

Les Canadiens ont reçu en avril des prestations d'assurance-chômage totalisant 1,3 milliard\$ (incluant les prestations ordinaires et spéciales), ce qui constitue une diminution de 15,7% par rapport au même mois l'an dernier. Si l'on compare au même mois les années précédentes, on constate qu'il s'agit du niveau le plus bas enregistré depuis avril 1990, alors que l'on avait versé 1,2 milliard\$ en prestations. Au cours des quatre premiers mois de 1995, on a versé 5,6 milliards\$ aux bénéficiaires d'assurance-chômage, une diminution de 14,9% par rapport à l'an dernier.

Prestations et rémunération assurable

La rémunération assurable correspond à la rémunération brute des cotisants au Régime d'assurance-chômage, jusqu'à concurrence d'un certain montant précisé dans la Loi sur l'assurance-chômage. Le maximum de la rémunération assurable est calculé chaque année et a été fixé, pour 1995, à 815\$ par semaine. Lorsque les cotisants deviennent bénéficiaires, ils reçoivent un pourcentage donné de leur rémunération assurable en prestations. Le maximum des prestations est de 448\$ par semaine en 1995, soit 55% de la rémunération assurable.

Les hommes ont une rémunération assurable supérieure à celle des femmes

En avril 1995, la rémunération hebdomadaire assurable de 44,5% des hommes bénéficiaires de prestations ordinaires était supérieure à 600\$. Le pourcentage correspondant pour les femmes bénéficiaires est de 12,6% seulement. En moyenne, les femmes reçoivent des prestations inférieures à celles des hommes, parce que les prestations représentent un pourcentage de la rémunération assurable. La rémunération hebdomadaire assurable de près de trois cinquièmes des femmes était inférieure à 400\$.

La proportion des bénéficiaires de sexe masculin ayant une rémunération hebdomadaire assurable de 600\$ et plus augmente avec l'âge. Dans le cas des hommes âgés de 45 ans et plus qui recevaient des prestations ordinaires, la proportion était de 57,0%. Elle n'était que de 13,9% chez les femmes du même groupe d'âge et de la même catégorie.

Par contre, chez les personnes âgées de 24 ans et moins, une proportion plus élevée d'hommes et de femmes avaient une rémunération hebdomadaire assurable inférieure à 400\$. Dans ce groupe d'âge, 78,7% des femmes recevaient des prestations ordinaires et 52,7% des hommes dans la même situation avaient des gains assurables inférieurs à 400\$. Cela vient en partie du fait que les personnes plus jeunes travaillent davantage à temps partiel et dans des postes de débutant, dont la rémunération est moins élevée.

Données stockées dans CANSIM: matrices 26 (série 1,6), 5700 à 5717 ainsi que 5735 et 5736.

Des données détaillées pour février, mars et avril seront publiées dans le numéro du mois d'avril 1995 de *Statistiques sur l'assurance-chômage* (73-001, 16\$/160\$), qui paraîtra en juillet. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Adib Farhat (613) 951-4045 ou Carole Fraser (613) 951-4039, Division du travail. Télécopieur (613) 951-4087.

Nombre de bénéficiaires¹

	Avril 1995	Avril 1994 à avril 1995
	données non désaisonnalisées	
	variation en %	
Région métropolitaine de recense- ment		
St. John's	10 210	-15,6
Halifax	11 040	-24,2
Saint John	5 920	-3,3
Chicoutimi-Jonquière	9 610	-14,3
Québec	30 220	-14,1
Sherbrooke	5 960	-17,9
Trois-Rivières	6 860	-17,2
Montréal	120 270	-17,7
Hull	9 380	-11,3
Ottawa	15 360	-11,7
Oshawa	5 620	-27,8
Toronto	100 070	-19,9
Hamilton	13 470	-24,8
St. Catharines-Niagara	11 250	-24,3
Kitchener	7 280	-31,8
London	8 270	-17,1
Windsor	5 780	-23,0
Sudbury	4 740	-21,4
Thunder Bay	4 400	-20,3
Winnipeg	17 970	-17,2
Regina	3 880	-18,5
Saskatoon	5 420	-19,0
Calgary	22 430	-12,0
Edmonton	25 860	-15,7
Vancouver	44 900	-23,8
Victoria	6 700	-19,3

¹ Le nombre de bénéficiaires inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (p. ex.: pour cause de licenciement) ou des prestations spéciales (p. ex.: pour cause de maladie).

Statistiques sur l'assurance-chômage

		Avril 1994	Février 1995	Mars 1995	Avril 1995	Mars 1995 à avril 1995
données désaisonnalisées						
						variation en %
Prestations ordinaires						
Bénéficiaires	en milliers	924	754 ^r	738 ^p	721 ^p	-2,4
Montant versé	en milliers\$	1 046 550	865 793	857 774	841 199	-1,9
Semaines de prestations	en milliers	4 132	3 438	3 391	3 308	-2,4
Demandes reçues	en milliers	253	250	256	253	-1,3
données non désaisonnalisées						
						variation en %
Ensemble des bénéficiaires	en milliers	1 303	1 192 ^r	1 155 ^p	1 083 ^p	-16,9
Bénéficiaires ordinaires	en milliers	1 062	941 ^r	908 ^p	847 ^p	-20,2
Hommes	en milliers	658	597 ^r	574 ^p	536 ^p	-18,4
Femmes	en milliers	404	344 ^r	334 ^p	311 ^p	-23,2
Demandes reçues	en milliers	198	203	232	190	-3,9
Montant versé	en milliers\$	1 487 312	1 353 298	1 468 970	1 253 544	-15,7
Semaines de prestations	en milliers	5 369	4 779	5 255	4 362	-18,8
Prestations hebdomadaires moyennes	\$	261,78	265,26	265,10	264,19	0,9
cumulatif (janvier à avril)						
		1994	1995		1994 à 1995	
						variation en %
Ensemble des bénéficiaires, moyenne	en milliers	1 372	1 156 ^p		-15,8	
Bénéficiaires ordinaires, moyenne	en milliers	1 125	913 ^p		-18,9	
Demandes reçues	en milliers	983	967		-1,6	
Montant versé	en milliers\$	6 594 341	5 610 585		-14,9	
Semaines de prestations	en milliers	23 928	20 051		-16,2	
Prestations hebdomadaires moyennes	\$	263,73	264,50		0,3	

^p Données provisoires.

^r Données révisées.

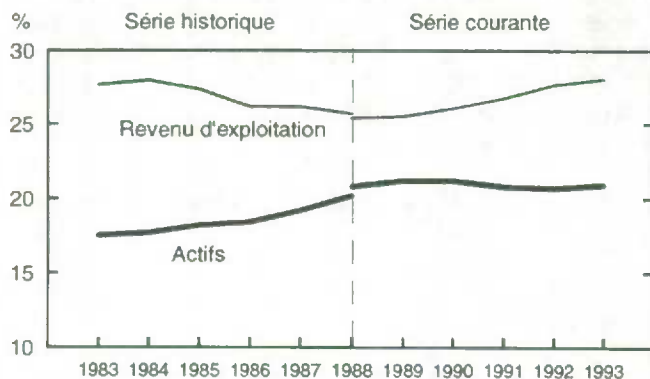
Note: «Ensemble des bénéficiaires» inclut tous les prestataires recevant des prestations de type ordinaire (p. ex.: pour cause de licenciement) ou des prestations spéciales (p. ex.: pour cause de maladie).

Contrôle étranger de l'économie canadienne (CALURA)

1993 (données provisoires)

La part étrangère des actifs au Canada est restée relativement stable de 1992 à 1993.

Part des actifs et du revenu d'exploitation sous contrôle étranger, toutes les branches d'activité



Note: 1988 est l'année de référence qui chevauche à la fois la série historique et la série courante. Voir Note aux lecteurs pour plus de détails.

Par contre, la part sous contrôle étranger du revenu d'exploitation est passée à 28,1% (354,5 milliards\$) en 1993, une augmentation de 0,4 point de pourcentage par rapport à 1992 et de 2,6 points de pourcentage par rapport à 1988. La reprise économique a influencé le niveau de contrôle étranger. En effet, les sociétés sous contrôle canadien ont davantage souffert de la récession et ont mis plus de temps à s'en remettre que les sociétés étrangères. De 1992 à 1993, le taux de croissance du revenu d'exploitation des entreprises sous contrôle étranger (+9,0%) dépassait celui des entreprises sous contrôle canadien (+6,6%).

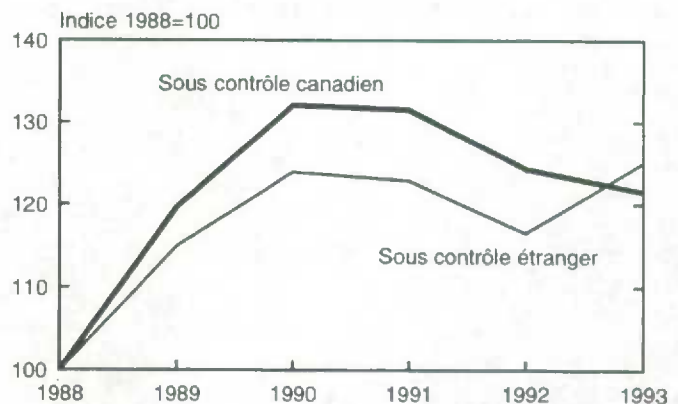
En 1993, les sociétés sous contrôle étranger dans les branches d'activité financières et les assurances représentaient 24,7% du revenu d'exploitation, comparativement à 23,0% en 1992. Ceci est attribuable à une croissance soutenue constatée parmi les sociétés étrangères dans le domaine des assurances, ainsi qu'à un déclin continu des revenus des institutions de dépôt, sous contrôle majoritairement canadien, les taux d'intérêt ayant diminué.

Note aux lecteurs

Les données de ce numéro sont basées sur les renseignements recueillis en vertu de la Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats (CALURA). CALURA a été adoptée par le Parlement en 1962 en vue de recueillir des renseignements financiers et autres sur certains syndicats et entreprises au Canada. Cette loi avait notamment pour objet d'évaluer les conséquences de la propriété et du contrôle étrangers de sociétés au Canada, et les conséquences de la participation de Canadiens à des syndicats internationaux. Le communiqué publié aujourd'hui renferme des renseignements sur le contrôle étranger de sociétés canadiennes. La Partie II (opérations financières des syndicats) a été publiée dans Le Quotidien du 10 février 1995.

Dans CALURA Partie I, la «série courante» est basée sur des données provenant d'une nouvelle source et sur une méthodologie différente. Ainsi, on est passé de l'enquête par recensement à l'enquête par échantillonnage, et la classification des industries n'est pas basée sur les établissements (SIC-E), mais sur les compagnies et entreprises (SIC-C). La rupture entre la série historique et la série courante de données s'est produite en 1988. Les données de la «série historique» (qui sont basées sur l'ancienne méthodologie) sont également disponibles sur CANSIM dans les matrices 7101 à 7353.

Taux de croissance du revenu, branches d'activité financières et assurances



La situation financière des branches d'activité non financières s'est améliorée considérablement en 1993, à commencer par celle des entreprises sous contrôle étranger. La croissance qu'ont connue ces dernières s'explique en partie du fait que leurs exportations à destination de sociétés liées à l'étranger ont rapidement augmenté. En 1993, les sociétés sous contrôle étranger représentaient 28,5% du revenu d'exploitation total des branches d'activité non financières, comparativement à 28,3% l'année précédente.

Représentant plus de 85% de tout le revenu d'exploitation au Canada, les branches d'activité non financières ont le plus fortement contribué à l'augmentation globale du revenu sous contrôle étranger dans l'économie canadienne.

La croissance du contrôle étranger est largement attribuable aux sociétés sous contrôle américain

Les sociétés sous contrôle américain ont continué de dominer le secteur de l'économie canadienne sous contrôle étranger, représentant 18,4% du revenu d'exploitation total et 10,6% de l'actif total en 1993. L'augmentation globale du revenu d'exploitation sous contrôle étranger est largement attribuable aux sociétés sous contrôle américain, dont la part était de 17,7% en 1992. Cependant, si la part américaine du revenu d'exploitation a augmenté, celle des actifs totaux est restée en-dessous du niveau précédant la récession, soit 11,4% en 1988.

La restructuration de sociétés a eu une légère incidence sur la concentration

La concentration des sociétés, mesurée par la part du revenu d'exploitation des 25 entreprises les plus importantes, a légèrement diminué entre 1992 et 1993. Les restructurations ayant entraîné la vente de filiales subsidiaires, principalement par des sociétés

Définitions

Pour les entreprises des branches d'activité non financières, les montants classés comme «revenu d'exploitation» correspondent au revenu brut provenant d'activités non financières (à l'exclusion des intérêts et des dividendes). Dans les cas des branches d'activité financières et des assurances, le «revenu d'exploitation» correspond au revenu total.

sous contrôle canadien, ont été nombreuses en 1993 et expliquent le déclin du revenu d'exploitation des 25 entreprises les plus importantes. Toutefois, en ce qui concerne l'actif, la part de ces entreprises est restée relativement stable. En effet, la croissance de l'actif des banques canadiennes a servi de contrepoids aux dessaisissements.

Données stockées dans CANSIM: matrices 3275 à 3296.

L'édition de 1993 de la publication *Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats, Partie 1: Sociétés* (61-220, 38\$) est maintenant en vente. Cette publication est la première d'une série de trois que l'on peut se procurer en demandant le numéro de catalogue 10-020 (92\$). Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Krishna Sahay au (613) 951-6904, Division de l'organisation et des finances de l'industrie. ■

AUTRES COMMUNIQUÉS

Ventes de produits pétroliers raffinés

Mai 1995 (données provisoires)

En mai 1995, les ventes de produits pétroliers raffinés ont atteint 7 058 100 mètres cubes, ce qui représente une augmentation de 3,1% par rapport à mai 1994. Les grosses augmentations ont été enregistrées par une demande plus forte pour les charges pétrochimiques (+157 900 mètres cubes ou +58,8%) et les mazouts légers (+20 900 mètres cubes ou +7,5%). Ces hausses sont contrebalancées par un déclin très prononcé de la demande des mazouts lourds (-79 200 mètres cubes ou -14,2%).

Ventes des produits pétroliers raffinés

	Mai 1994	Mai 1995	Mai 1994 à mai 1995
	milliers de mètres cubes		variation en %
Tous les produits	6 844,6	7 058,1	3,1
Essence pour moteurs	2 973,9	3 047,5	2,5
Carburant diesel	1 660,4	1 742,7	5,0
Mazouts légers	279,0	299,9	7,5
Mazouts lourds	559,4	480,2	-14,2
Carburéacteurs pour turboréacteurs	412,4	418,1	1,4
Charges pétrochimiques ¹	268,6	426,5	58,8
Tous les autres produits raffinés	690,9	643,2	-6,9
	Janvier 1994 à mai 1994	Janvier 1995 à mai 1995	Janvier-mai 1994 à janvier-mai 1995
Tous les produits	33 198,5	33 649,1	1,4
Essence pour moteurs	13 688,9	13 799,8	0,8
Carburant diesel	6 998,3	7 383,5	5,5
Mazouts légers	3 430,9	2 951,1	-14,0
Mazouts lourds	2 932,3	2 769,7	-5,5
Carburéacteurs pour turboréacteur	1 794,1	1 895,8	5,7
Charges pétrochimiques ¹	1 508,9	1 987,8	31,7
Tous les autres produits raffinés	2 845,1	2 861,4	0,6

¹ Matériels produits par les raffineries et utilisés par l'industrie pétrochimique dans la fabrication des produits chimiques à base de pétrole.

Pour les cinq premiers mois de 1995, les ventes ont augmenté pour cinq des sept produits

majeurs. Les ventes pour le carburant diesel sont toujours aussi fortes à cause d'une demande plus élevée du système ferroviaire et de l'industrie de camionnage. L'augmentation des ventes des charges pétrochimiques reflètent la demande croissante de l'industrie pétrochimique. Les ventes de ces produits continuent toujours d'accroître depuis les derniers 18 mois. Par contre, une température plus clémente pour la saison de chauffage a réduit de beaucoup la demande pour les mazouts légers.

Données stockées dans CANSIM: matrices 628 à 642 et 644 à 647.

L'édition du mois de mai 1995 de la publication *Enquête mensuelle sur les produits pétroliers raffinés* (45-004, 20\$/200\$) paraîtra au cours de la troisième semaine du mois d'août 1995. Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec David Roeske au (613) 951-3563, Section de l'énergie, Division de l'industrie. ■

Transporteurs aériens - Statistiques sur la base tarifaire

Troisième trimestre de 1994 (données provisoires)

Au cours du troisième trimestre de 1994, le tarif moyen (tous types de tarifs) payé par les passagers pour l'ensemble des paires de villes intérieures s'élevait à 201\$, ce qui constitue un niveau record. Ce montant représente une hausse de 4,4% par rapport au tarif moyen de 193\$ observé au cours du troisième trimestre de 1993 et une hausse de 12,2% par rapport au tarif moyen de 179\$ observé au cours de la même période en 1992.

Au cours de cette période, 72,9% des passagers utilisant les services intérieurs réguliers se sont prévalus de tarifs réduits. Ce niveau est supérieur à celui de 67,8% enregistré au cours du troisième trimestre de 1993, de même qu'à celui de 69,3% enregistré au cours du troisième trimestre de 1992.

Les passagers utilisant des tarifs réduits ont représenté 77,9% du volume des passagers-kilomètres intérieurs au cours du troisième trimestre de 1994, ce qui est supérieur au niveau de 73,2% enregistré au cours de la même période en 1993, et à celui de 74,0% observé au cours du troisième trimestre de 1992.

Le taux le plus élevé pour l'utilisation des tarifs réduits a été enregistré sur les services long-courriers

dans le secteur intérieur sud (la zone libéralisée), où 78,0% des passagers ont profité d'un tarif réduit. Le taux le moins élevé a été enregistré sur les services dans le secteur intérieur nord (la zone réglementée), où 53,5% des passagers se sont prévalus de tarifs réduits.

Les estimations provisoires sur la répartition tarifaire, selon les données fournies par les quatre transporteurs aériens canadiens de niveau I (Air BC, Air Canada, les Lignes aériennes Canadien International Ltée et Time Air) et par Inter-Canadien et Ontario Express (ces deux transporteurs ont été ajoutés à l'Enquête sur la base tarifaire en janvier 1993), sont maintenant disponibles pour le troisième trimestre de 1994.

Ces estimations seront publiées dans l'édition du mois de juillet 1995 du *Bulletin de service du Centre des statistiques de l'aviation* (51-004, 11\$/105\$). Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Lisa Di Piéto au (819) 997-6176 ou Bradley Snider au (819) 997-1385, Centre des statistiques de l'aviation, Division des transports. ■

Enquête sur la Commission des plaintes du public contre la GRC - rapport analytique

Juin 1995

L'Enquête sur la Commission des plaintes du public contre la GRC a été menée par la Division des enquêtes spéciales de Statistique Canada pour le compte de la Commission des plaintes du public contre la GRC (CPP). L'objectif de l'enquête visait à obtenir un indice du niveau de la qualité du service fourni par la CPP pendant ses procédures d'examen. Les renseignements recueillis au cours des deux enquêtes serviront à orienter la CPP dans l'évaluation de la qualité globale de son service.

Les données de l'enquête sont disponibles dans l'édition de juin 1995 du rapport intitulé *Enquête sur la Commission des plaintes du public contre la GRC - rapport analytique* (85F0017XPF, Canada: 25\$; autres pays: 25\$US). Voir «Pour commander les publications».

Pour plus de renseignements, communiquez avec Marc Lachance au (613) 951-1902, Division des enquêtes spéciales. ■

NOUVELLES PARUTIONS

Indicateurs des services, 1^{er} trimestre 1995

Numéro au catalogue: 63-016

(Canada: 34\$/112\$; États-Unis: 41\$US/135\$US; autres pays: 48\$US/157\$US).

Production de pétrole brut et de gaz naturel, mars 1995

Numéro au catalogue: 26-006

(Canada: 18\$/180\$; États-Unis: 22\$US/216\$US; autres pays: 26\$US/252\$US).

Loi sur les déclarations des personnes morales et des syndicats, Partie 1: Sociétés, 1993

Numéro au catalogue: 61-220

(Canada: 38\$; États-Unis: 46\$US; autres pays: 54\$US).

Le papier utilisé dans la présente publication répond aux exigences minimales de l'American National Standard for Information Sciences - "Permanence of Paper for Printed Library Materials", ANSI Z39.48 - 1984.



Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1995. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada*, 1994 (11-204F, Canada 15\$; États-Unis: 18\$US; autres pays: 21\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Commandez *Le Quotidien* et autres publications par téléphone:

Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez: **1 (800) 267-6677**

Pour les autres pays, composez: **1 (613) 951-7277**

Ou envoyer votre commande par télécopieur: **1 (613) 951-1584**

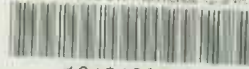
Pour un changement d'adresse: veuillez indiquer votre numéro de compte.

Pour commander par la poste, écrivez à: Ventes et services, Division de la commercialisation, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du Receveur général du Canada/Publications. Au Canada, ajoutez 7% de TPS.

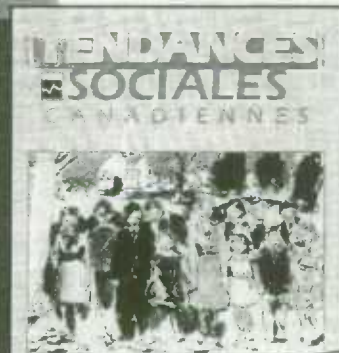
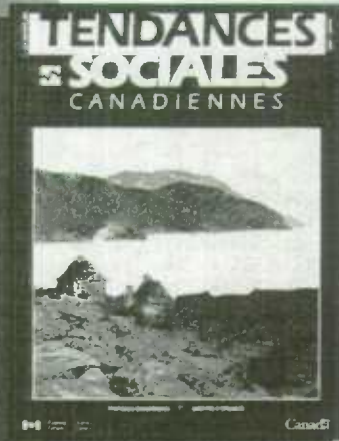
Les centres régionaux de Statistique Canada offrent toute une gamme de produits et services.

Pour trouver le centre le plus près, consultez les pages bleues de votre annuaire téléphonique sous la rubrique « Statistique Canada ».

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Ne soyez pas dépassé par les événements!



Le vieillissement de la population. Les familles monoparentales. La diversification de la population active. Savez-vous comment les changements sociaux d'aujourd'hui vont se répercuter sur votre avenir, votre organisation, votre famille?

Suivez l'évolution spectaculaire de la société canadienne grâce à *Tendances sociales canadiennes*, une publication trimestrielle de Statistique Canada. Avec des articles vastes et variés sur les principaux changements caractérisant les questions et les tendances sociales principales, cette publication intègre les résultats de plus de 50 enquêtes nationales.

Certains des analystes sociaux les plus reconnus du Canada rédigent des articles dans *Tendances sociales canadiennes*. Ils présentent les résultats de recherches minutieuses dans un style attrayant pour des sujets tels que **la diversité ethnique, les familles à faible revenu, le stress dû au manque de temps, le crime** et bien d'autres encore dans une revue haute en couleur et de lecture aisée.

Un dossier permanent d'une époque en évolution!

Des milliers d'analystes des entreprises et des politiques, de professionnels des sciences sociales et d'universitaires lisent *Tendances sociales canadiennes* pour identifier les causes et les conséquences de l'évolution de la société canadienne. Ne manquez pas un numéro, abonnez-vous dès aujourd'hui.

L'abonnement annuel à *Tendances sociales canadiennes* (n° 11-0080XPF au catalogue) coûte 34 \$ au Canada, 41 \$ US aux États-Unis et 48 \$ US dans les autres pays.

Pour passer votre commande, écrivez à Statistique Canada, Division du marketing, Vente et service, 120, av. Parkdale, Ottawa (Ontario) K1A 0T6, ou adressez-vous au centre de services-conseils de Statistique Canada le plus proche de chez vous et dont la liste figure dans cette publication.

Vous pouvez aussi envoyer votre commande par télécopieur, au 1-613-951-1584, ou téléphoner sans frais au 1-800-267-6677 et donner votre numéro de carte VISA ou Master Card.